

Potentiel blanchiment d'argent : le Jura contrôle-t-il vraiment ?

Fabian Zürcher (UDC)

La Suisse connaît, principalement dans les villes, une floraison de commerces pouvant soulever certaines interrogations en matière de respect des règles liées notamment au travail déclaré, aux conventions collectives, à la concurrence loyale ainsi qu'aux obligations fiscales et financières. Les commerces concernés par cette problématique peuvent notamment inclure les *barber shops* ainsi que certains commerces similaires comme les *take-away* ou autres établissements fonctionnant largement avec des paiements en espèce.

Cette évolution a donné lieu à plusieurs interventions au niveau cantonal et fédéral. On peut citer plus particulièrement le postulat de Romain Pilloud, accepté par le législatif du canton de Vaud en 2025, ainsi que l'intervention au niveau fédéral du conseiller national Martin Candinas. Le canton du Jura ne semble pas totalement étranger à cette problématique.

Ainsi, au vu de ce qui précède, il est demandé au Gouvernement de répondre aux questions suivantes :

1. **Le canton du Jura observe-t-il une augmentation des *barber shops* ou de petits commerces similaires ces dernières années ?**
2. **Le Service des contributions constate-t-il des incohérences entre le chiffre d'affaires déclaré et l'activité réelle dans certains commerces ?**
3. **Le Canton dispose-t-il de moyens suffisants pour contrôler efficacement les établissements à forte utilisation de liquidités ?**
4. **Existe-t-il une coordination formelle entre la police, l'administration fiscale et l'inspection du travail dans le canton ?**
5. **Le canton du Jura est-il considéré comme présentant un risque en matière de blanchiment d'argent dans certains secteurs économiques ?**
6. **Les zones urbaines comme Delémont ou Porrentruy concentrent-elles davantage ce type de commerces ? Combien d'établissements de ce type sont recensés à Delémont et à Porrentruy ?**
7. **Les contrôles relatifs aux conventions collectives (salaires, horaires, conditions de travail) sont-ils réguliers dans ces secteurs ?**

Le Gouvernement est remercié par avance pour les réponses qu'il apportera à ces questions.

Fabian Zürcher (UDC)

Co-signataires

- Francine Stettler (UDC)
- Alain Koller (UDC)
- Francis Carnal (UDC)
- Stéphane Girardin (UDC)

- John Moser (UDC)
- Miriam Moser (UDC)
- Jean-Marc Bouduban (UDC)
- Lysiane Farner (UDC)
- Cindy Spies (UDC)
- Frédéric Juillerat (UDC)

Intervention déposée officiellement le 01 juillet 2026